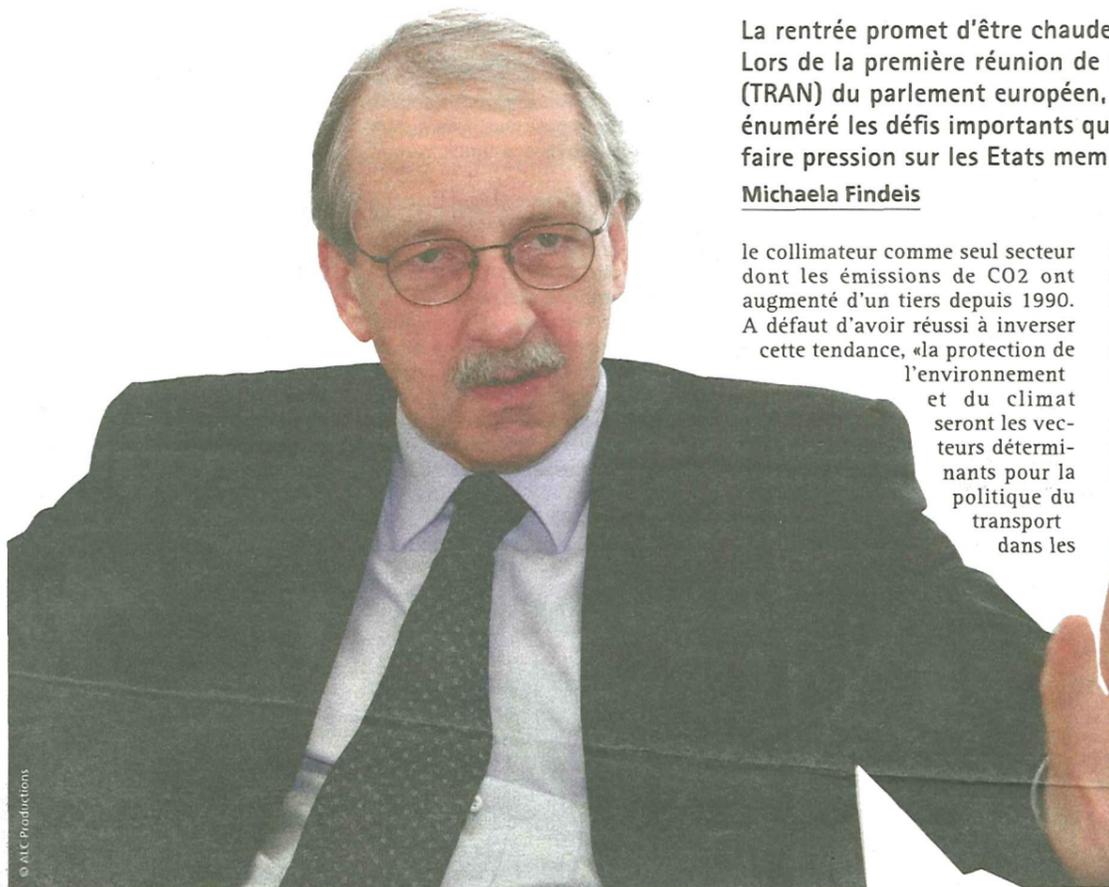


Les nouveaux parlementaires devant des choix cruciaux



Matthias Ruete, directeur général de la DG TREN.

La rentrée promet d'être chaude pour les parlementaires chargés des questions de transport. Lors de la première réunion de travail de la nouvelle commission « Transport et Tourisme » (TRAN) du parlement européen, l'émissaire de la Commission européenne, Matthias Ruete, a énuméré les défis importants qui les attendent et sollicité le soutien des parlementaires pour faire pression sur les Etats membres trop peu ambitieux.

Michaela Findeis

le collimateur comme seul secteur dont les émissions de CO2 ont augmenté d'un tiers depuis 1990. A défaut d'avoir réussi à inverser cette tendance, «la protection de l'environnement et du climat seront les vecteurs déterminants pour la politique du transport dans les

2020» occuperont l'essentiel des débats. Ils devront marquer «une rupture radicale» dans nos systèmes de transport d'ici 10 à 20 ans, selon Ruete, afin de faire face à la raréfaction du pétrole.

Il compte sur les parlementaires pour travailler main dans la main avec la Commission pour faire comprendre et accepter ces nécessités dans leurs pays respectifs et au Conseil des ministres.

« Nous devons mettre un accent fort sur l'implé-

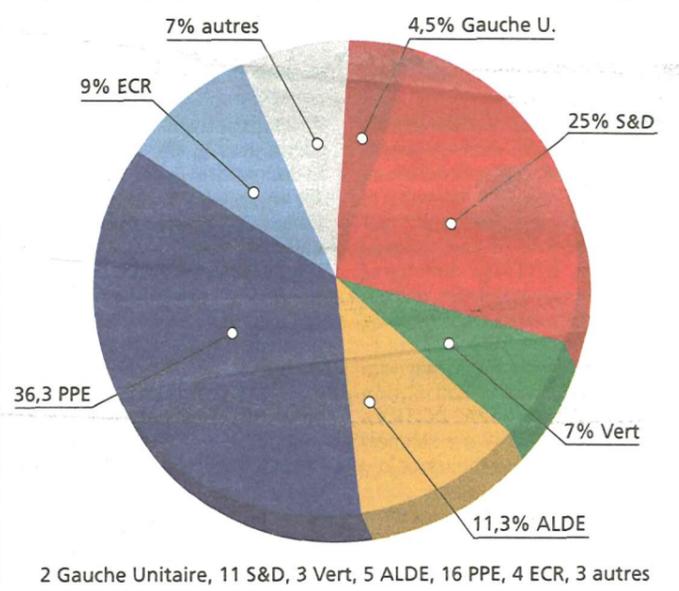
mentation correcte de la législation européenne au niveau des Etats membres plutôt que de créer des nouvelles législations », a dit Ruete.

A commencer par l'application du premier paquet ferroviaire, indispensable pour pouvoir avancer vers la création des «corridors de fret».

Les autres points forts seront le financement et les orientations des RTE-T ainsi que la création de l'espace maritime européen sans frontières.

www.europarl.europa

Répartition des voix dans la commission Transport



Les cinq ans de législature à venir seront décisifs en matière d'orientation de la future politique de transport en Europe. C'est le message fort que Matthias Ruete, directeur général de la DG TREN de la Commission européenne, a souhaité délivrer aux nouveaux et anciens membres de la commission Transport du Parlement européen lors de leur première session de travail avant la trêve estivale. «Nous serons tous

confrontés à des questions radicales, fondamentales dans les cinq ans à venir», a prévenu Ruete. Avec une forte obligation de résultat, si «nous ne voulons pas laisser déci-

«Les cinq ans à venir seront décisifs pour la future politique de transport en Europe»

der les politiciens chargés de l'environnement, de la finance et de l'énergie à notre place !»

Avec une contribution de 25 % aux émissions globales de gaz à effet de serre, le transport est dans

années à venir» a déclaré Ruete. «Beaucoup de réponses seront toutefois à trouver au niveau local et régional» a-t-il rassuré les parlementaires plus que jamais sensibles au principe de «subsidiarité». Mais surtout en temps de crise, le protectionnisme serait la plus mauvaise réponse.

Malgré un possible changement de commissaire en automne, l'Eurovignette et la rédaction du «Livre Blanc du Transport 2010-

Les nouveaux rapports de force

Le Parti Populaire Européen (PPE) vainqueur du scrutin européen, dispose dorénavant de 16 sièges et voix dans la commission Transport, contre 18 auparavant ; 4 sièges reviennent à leurs dissidents du nouveau parti conservateur et réformiste (ECR) emmené par les Tories britanniques. Le poids des chrétiens-démocrates au sein de la commission Transport a donc considérablement augmenté, surtout que les socio-démocrates ne disposent plus que de 11 contre 13 sièges à la dernière législature, et que les libéraux (ALDE) ont perdu un siège et se retrouvent à 5. Les Verts ont pu garder leurs 3 voix et la gauche unitaire est à nouveau présente avec 2 sièges. Restent 3 sièges occupés par les eurosceptiques ou indépendants. Le nombre total de sièges et voix a été ramené de 50 à 44 actuellement. 39 membres suppléants permanents sont prêts à prendre le relais au sein de leur fraction. 29 suppléants sont des nouveaux élus. Parmi les dix réélus, on trouve certains membres déjà très actifs par le passé dont Corien Wortmann-Kool et Markus Ferber du PPE ainsi que Jeanine Hennis-Plasschaert et Anne Jensen (ALDE). Parmi les membres permanents, on compte 21 « anciens » contre 23 néophytes.

La composition par pays

24 pays membres sont représentés, hormis Chypre, Malte et la Slovaquie. Sur la totalité des membres inscrits à cette commissions (83), on dénombre 14 élus allemands, 8 Italiens, 7 Français, 6 Espagnols, 5 Polonais, 5 Belges, 4 Néerlandais, 4 élus grecques, 3 députés respectivement d'Autriche, de Roumanie, du Royaume-Uni, du Danemark et de la Tchéquie. La Hongrie, le Portugal, la Slovaquie, la Lettonie et la Lituanie peuvent compter sur 2 élus. La Suède, la Finlande, l'Estonie, l'Irlande, la Bulgarie et le Luxembourg ont chacun un élu dans cette commission.

Les acteurs

La Commission transport et tourisme sera présidée par le socialiste britannique Brian Simpson, depuis 1989 membre du Parlement européen. Le maire de Valenciennes, Dominique Riquet (PPE, France) a réussi à s'imposer au sein de groupe comme vice-président aux côtés de Silvia-Adriana Ticau (S&D, Roumanie) Dieter-L. Koch (PPE, Allemagne) et Peter van Dalen (ECR, Pays-Bas).

Mathieu Grosch (PPE) et Dirk Sterckx (ALDE), deux mandataires belges occupent les postes très influents de porte-parole transport de leurs groupes respectifs. Avec Said El Khadraoui, un troisième Belge est en lice pour le poste de porte-parole socialiste. Le Louvaniste devra se soumettre au vote de son groupe en automne, face à la candidate espagnole Inès Alaya Sender. Michael Cramer est confirmé comme porte-parole des Verts.



Mathieu Grosch



Dirk Sterckx